

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	6
--	---

Groupe Investors

Revue des activités	14
Revue des résultats d'exploitation par secteur	21

Placements Mackenzie

Revue des activités	26
Revue des résultats d'exploitation par secteur	32

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	35
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	37
Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	40
Gestion des risques	45
Perspectives	57
Estimations et méthodes comptables critiques	59
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	60
Autres renseignements	61

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 septembre 2017 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi

qu'au rapport annuel 2016 de la Société financière IGM Inc. et aux rapports aux actionnaires de la Société financière IGM Inc. pour le premier et le deuxième trimestres de 2017 déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 septembre 2017 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date est daté du 2 novembre 2017.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable

Internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la

Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatives sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAI »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») et le « bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ajusté ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAI, le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures de rechange de la

performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est une mesure utilisée couramment dans le secteur de la gestion d'actifs pour évaluer la rentabilité avant l'incidence de différentes mesures de financement, de l'impôt sur le résultat et de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA ajusté. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS dans les tableaux 1 à 4.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte, principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 septembre 2017, l'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 144,1 G\$, comparativement à 133,7 G\$ au 30 septembre 2016. L'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est élevé à 141,9 G\$ pour le troisième trimestre de 2017, comparativement à 132,2 G\$ pour le troisième trimestre de 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, l'actif

géré moyen des fonds d'investissement s'est établi à 141,8 G\$, comparativement à 128,2 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016.

Au 30 septembre 2017, le total de l'actif géré s'élevait à 150,0 G\$, comparativement à 140,7 G\$ au 30 septembre 2016, comme il est présenté dans les tableaux 6 et 7. Pour le troisième trimestre de 2017, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 147,8 G\$, comparativement à 139,2 G\$ pour le troisième trimestre de 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 147,6 G\$, comparativement à 134,9 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016.

TABEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES	
	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	173,4 \$	185,9 \$	197,6 \$	536,4 \$	537,5 \$
Réduction des charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	–	36,8	–	36,8	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(16,8)	–	(16,8)	–
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	(5,1)	–	(5,1)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	173,4 \$	200,8 \$	197,6 \$	551,3 \$	537,5 \$
Bénéfice net ajusté par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	0,72 \$	0,77 \$	0,82 \$	2,23 \$	2,22 \$
Réduction des charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	–	0,15	–	0,15	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(0,07)	–	(0,07)	–
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	(0,02)	–	(0,02)	–
Bénéfice net par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	0,72 \$	0,83 \$	0,82 \$	2,29 \$	2,22 \$
BAIIA ajusté – mesure non définie par les IFRS	330,8 \$	345,3 \$	348,6 \$	1 000,7 \$	968,8 \$
Réduction des charges liées au régime de retraite	–	50,4	–	50,4	–
Charges de restructuration et autres charges	–	(23,0)	–	(23,0)	–
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	(5,1)	–	(5,1)	–
BAIIA – mesure non définie par les IFRS	330,8	367,6	348,6	1 023,0	968,8
Amortissement des commissions	(57,0)	(57,4)	(58,6)	(173,3)	(177,4)
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(15,3)	(15,5)	(11,6)	(43,0)	(34,1)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(28,9)	(28,7)	(23,2)	(84,4)	(69,0)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	229,6	266,0	255,2	722,3	688,3
Impôt sur le résultat	(54,0)	(63,0)	(55,4)	(164,4)	(144,2)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(6,6)	(6,6)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	173,4 \$	200,8 \$	197,6 \$	551,3 \$	537,5 \$

1. Bénéfice dilué par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 s'est établi à 173,4 M\$, ou 0,72 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 197,6 M\$, ou 0,82 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. Au cours du trimestre, le bénéfice net a subi l'incidence de l'ajustement négatif de la juste valeur de 12,7 M\$ ayant trait à des variations des taux d'évaluation des prêts hypothécaires en vigueur. Le bénéfice net pour le trimestre reflète aussi une réduction de la quote-part du résultat des entreprises associées de 7,0 M\$ découlant de pertes subies par Great-West Lifeco Inc. liées aux ouragans Harvey, Irma et Maria.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est établi à 551,3 M\$, ou 2,29 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 537,5 M\$, ou 2,22 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est établi à 536,4 M\$, ou 2,23 \$ par action.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, d'autres éléments ont été comptabilisés au cours du deuxième trimestre et comprenaient ce qui suit :

- Une réévaluation favorable de l'obligation au titre du régime de retraite agréé de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt) de la Société qui tient compte d'une nouvelle politique limitant la possibilité de certaines augmentations des prestations dans l'avenir.
- Des charges de restructuration et autres charges qui comprennent les coûts de séparation et de cessation d'emploi essentiellement liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt).
- Une charge de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,9 G\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2016. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires calculé en fonction du bénéfice net ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est établi à 15,3 %, contre 16,0 % pour la période correspondante de 2016. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au troisième trimestre de 2017 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au deuxième trimestre de 2017.

Le 31 août 2017, la Société a finalisé son investissement dans China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), une société de gestion d'actifs, qui s'est traduit par une participation de 13,9 %. Cet investissement a été effectué au moyen de deux transactions distinctes annoncées le 29 décembre 2016 et le

5 janvier 2017. Les deux transactions ont fait intervenir des actionnaires non stratégiques distincts qui sont des entreprises d'État chinoises.

En octobre 2017, la Société financière IGM Inc. a annoncé que les fonctions de gestion de placements du Groupe Investors et de Placements Mackenzie avaient été regroupées en une seule organisation de gestion de placements à l'échelle mondiale pour soutenir les deux sociétés. L'organisation de gestion de placements combinée relèvera de Placements Mackenzie. Elle maintiendra le modèle multiboutique et la structure par catégories d'actif actuels et offrira des produits diversifiés et exclusifs aux conseillers du Groupe Investors, aux réseaux de distribution de Mackenzie et aux clients qu'ils servent. Le Groupe Investors et Placements Mackenzie conserveront leurs gammes de fonds et leurs marques respectives. De plus, le Groupe Investors continuera d'offrir des produits en s'appuyant tant sur des experts internes en gestion de portefeuilles que sur des sommités en placements d'autres entités. Ces changements donneront lieu à de modestes gains d'efficacité grâce à des économies d'échelle dans l'ensemble de l'organisation combinée.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- Groupe Investors
- Placements Mackenzie (« Placements Mackenzie » ou « Mackenzie »)
- Activités internes et autres

La direction mesure et évalue la performance de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué aux tableaux 2, 3 et 4. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués à des secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.
- *Réduction des charges liées au régime de retraite* – Changement de politique ayant trait à des augmentations de certaines prestations versées aux termes du régime de retraite agréé de la Société, ce qui a donné lieu à une réduction non-récurrente des charges de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt) comptabilisée au deuxième trimestre de 2017. La Société peut, à son gré, de temps à autre, augmenter les prestations versées aux participants retraités du régime. La Société a mis en œuvre une nouvelle politique qui restreint la possibilité d'augmentations futures.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2016

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Produits								
Produits tirés des honoraires	473,9 \$	465,6 \$	201,5 \$	196,6 \$	65,4 \$	65,1 \$	740,8 \$	727,3 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,3	19,1	(0,3)	1,8	27,5	28,2	32,5	49,1
	479,2	484,7	201,2	198,4	92,9	93,3	773,3	776,4
Charges								
Commissions	156,2	155,4	74,2	73,6	45,6	44,1	276,0	273,1
Charges autres que les commissions	142,1	130,9	81,6	78,8	15,1	15,2	238,8	224,9
	298,3	286,3	155,8	152,4	60,7	59,3	514,8	498,0
Bénéfice avant intérêts et impôt	180,9 \$	198,4 \$	45,4 \$	46,0 \$	32,2 \$	34,0 \$	258,5	278,4
Charges d'intérêts							(28,9)	(23,2)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							229,6	255,2
Impôt sur le résultat							54,0	55,4
Bénéfice net							175,6	199,8
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							173,4 \$	197,6 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							173,4 \$	197,6 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
CUMUL ANNUEL DE 2017 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2016

PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Produits								
Produits tirés des honoraires	1 434,4 \$	1 343,5 \$	604,0 \$	570,8 \$	197,3 \$	190,2 \$	2 235,7 \$	2 104,5 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	45,4	51,5	(2,1)	3,3	87,3	84,3	130,6	139,1
	1 479,8	1 395,0	601,9	574,1	284,6	274,5	2 366,3	2 243,6
Charges								
Commissions	488,7	455,0	224,3	217,5	136,7	129,3	849,7	801,8
Charges autres que les commissions	437,5	404,4	247,3	234,0	47,4	46,1	732,2	684,5
	926,2	859,4	471,6	451,5	184,1	175,4	1 581,9	1 486,3
Bénéfice avant intérêts et impôt	553,6 \$	535,6 \$	130,3 \$	122,6 \$	100,5 \$	99,1 \$	784,4	757,3
Charges d'intérêts							(84,4)	(69,0)
Réduction des charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de l'entreprise associée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							722,3	688,3
Impôt sur le résultat							164,4	144,2
Bénéfice net							557,9	544,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							6,6	6,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							551,3 \$	537,5 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							536,4 \$	537,5 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 4 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017
Produits								
Produits tirés des honoraires	473,9 \$	482,4 \$	201,5 \$	204,0 \$	65,4 \$	66,6 \$	740,8 \$	753,0 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,3	22,1	(0,3)	(1,9)	27,5	30,1	32,5	50,3
	479,2	504,5	201,2	202,1	92,9	96,7	773,3	803,3
Charges								
Commissions	156,2	162,9	74,2	75,5	45,6	46,0	276,0	284,4
Charges autres que les commissions	142,1	147,7	81,6	83,2	15,1	15,6	238,8	246,5
	298,3	310,6	155,8	158,7	60,7	61,6	514,8	530,9
Bénéfice avant intérêts et impôt	180,9 \$	193,9 \$	45,4 \$	43,4 \$	32,2 \$	35,1 \$	258,5	272,4
Charges d'intérêts							(28,9)	(28,7)
Réduction des charges liées au régime de retraite							–	50,4
Charges de restructuration et autres charges							–	(23,0)
Quote-part de la provision de l'entreprise associée							–	(5,1)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							229,6	266,0
Impôt sur le résultat							54,0	63,0
Bénéfice net							175,6	203,0
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							173,4 \$	200,8 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							173,4 \$	185,9 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

- *Charges de restructuration et autres charges* – Les coûts de séparation et de cessation d'emploi de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt) essentiellement liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux au cours du deuxième trimestre de 2017.
- *Quote-part de la provision de l'entreprise associée* – Représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société comptabilisée au deuxième trimestre de 2017.
- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction

surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,82 %	26,85 %	26,84 %	26,83 %	26,84 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,77)	(2,51)	(2,75)	(2,85)	(3,04)
Consolidation de la perte ¹	–	(1,12)	(2,39)	(1,24)	(2,64)
Autres éléments	(0,52)	(0,06)	–	(0,17)	(0,21)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté	23,53	23,16	21,70	22,57	20,95
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	0,52	–	0,19	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net	23,53 %	23,68 %	21,70 %	22,76 %	20,95 %

1. Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Au 30 septembre 2017, le total de l'actif géré s'élevait à 150,0 G\$, comparativement à 140,7 G\$ au 30 septembre 2016. Les tableaux 6 et 7 présentent les variations du total de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2016

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – à long terme	1 749 \$	1 369 \$	1 739 \$	1 544 \$	136 \$	170 \$	3 618 \$	3 081 \$
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 090	1 626	1 840	1 651	143	177	4 068	3 454
Ventes nettes – à long terme	96	(261)	268	(80)	(50)	30	314	(311)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	287	(194)	304	(70)	(47)	35	545	(230)
FNB								
Créations nettes			286 \$	25 \$			286 \$	25 \$
Total des ventes nettes de fonds d'investissement²	287 \$	(194) \$	538 \$	(45) \$	(47) \$	35 \$	779 \$	(205) \$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes	(32) \$	(12) \$	338 \$	100 \$	20 \$	69 \$	25 \$	156 \$
Ventes nettes combinées³	255 \$	(206) \$	876 \$	55 \$	3 \$	58 \$	834 \$	(95) \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	255 \$	(206) \$	876 \$	55 \$	3 \$	58 \$	834 \$	(95) \$
Rendements des placements	646	2 941	(183)	2 551	38	134	538	5 350
Variation de l'actif, montant net	901	2 735	693	2 606	41	192	1 372	5 255
Actif au début	84 873	76 637	68 550	61 667	5 136	4 665	148 643	135 464
Actif à la fin	85 774 \$	79 372 \$	69 243 \$	64 273 \$	5 177 \$	4 857 \$	150 015 \$	140 719 \$
Le total de l'actif géré comprend les éléments suivants :								
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement	85 226 \$	78 892 \$	53 752 \$	50 252 \$	4 682 \$	4 485 \$	143 551 \$	133 626 \$
FNB	–	–	906	71	–	–	906	71
Total des fonds d'investissement²	85 226	78 892	54 325	50 323	4 682	4 485	144 124	133 697
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	548	480	14 918	13 950	1 098	867	6 494	7 517
Actif à la fin³	85 774 \$	79 372 \$	69 243 \$	64 273 \$	5 177 \$	4 857 \$	150 015 \$	140 719 \$

1. Le total de l'actif géré et des ventes nettes exclut les actifs et les ventes nettes représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel. Au 30 septembre 2017, l'actif géré excluait un montant de 10,2 G\$ (2016 – 7,8 G\$) et, pour le troisième trimestre, les ventes nettes excluait un montant de 301 M\$ (2016 – 2 M\$).

2. L'actif géré et les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et l'actif géré et les ventes nettes des données consolidées excluent l'investissement des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB. Au 30 septembre 2017, l'actif géré excluait un montant de 333 M\$ et, pour le troisième trimestre de 2017, les ventes nettes excluait un montant de 52 M\$.

3. Le total de l'actif géré et des ventes nettes d'Investment Planning Counsel exclut l'investissement du programme Patrimoine privé dans les fonds communs de placement de Counsel. Au 30 septembre 2017, l'actif géré excluait un montant de 0,6 G\$ (2016 – 0,5 G\$) et, pour le troisième trimestre de 2017, les ventes nettes excluait un montant de (30) M\$ (2016 – 46 M\$).

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2017 PAR RAPPORT À 2016

PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement²								
Ventes brutes – à long terme	6 298 \$	4 836 \$	6 698 \$	4 678 \$	510 \$	617 \$	13 390 \$	10 130 \$
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	7 379	5 671	7 006	4 986	538	652	14 808	11 309
Ventes nettes – à long terme	1 058	(148)	851	(688)	(69)	121	1 735	(715)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	1 612	105	932	(643)	(52)	145	2 388	(393)
FNB								
Créations nettes			789 \$	69 \$			789 \$	69 \$
Total des ventes nettes de fonds d'investissement³	1 612 \$	105 \$	1 407 \$	(574) \$	(52) \$	145 \$	2 863 \$	(324) \$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes ⁴	10 \$	(12) \$	2 032 \$	(49) \$	114 \$	226 \$	152 \$	(3) \$
Ventes nettes combinées⁵	1 622 \$	93 \$	3 439 \$	(623) \$	31 \$	241 \$	2 984 \$	(457) \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	1 622 \$	93 \$	3 439 \$	(623) \$	31 \$	241 \$	2 984 \$	(457) \$
Rendements des placements	2 459	3 906	1 769	3 243	238	164	4 343	6 778
Variation de l'actif, montant net	4 081	3 999	5 208	2 620	269	405	7 327	6 321
Actif au début	81 693	75 373	64 035	61 653	4 908	4 452	142 688	134 398
Actif à la fin	85 774 \$	79 372 \$	69 243 \$	64 273 \$	5 177 \$	4 857 \$	150 015 \$	140 719 \$

1. Le total de l'actif géré et des ventes nettes exclut les actifs et les ventes nettes représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel. Au 30 septembre 2017, l'actif géré excluait un montant de 10,2 G\$ (2016 – 7,8 G\$) et, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les ventes nettes excluaient un montant de 2,1 G\$ (2016 – 168 M\$).
2. Au cours des neuf premiers mois de 2017, des changements à la répartition des fonds du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
3. Les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et celles des données consolidées excluent l'investissement des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les ventes nettes excluaient un montant de 314 M\$.
4. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.
5. Le total des ventes nettes d'Investment Planning Counsel exclut l'investissement du programme Patrimoine privé dans les fonds communs de placement de Counsel. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les ventes nettes excluaient un montant de 31 M\$ (2016 – 130 M\$).

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète grandement l'incidence des ventes nettes solides de la Société et les fluctuations des marchés nationaux et étrangers.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS

	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	541,9 \$	547,0 \$	527,7 \$	525,7 \$	518,3 \$	497,4 \$	483,8 \$	504,1 \$
Honoraires d'administration	109,1	111,2	109,0	109,0	107,9	104,4	100,3	104,7
Honoraires de distribution	89,8	94,8	105,2	117,7	101,1	96,3	95,0	97,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	32,5	50,3	47,8	48,7	49,1	46,3	43,7	49,7
	773,3	803,3	789,7	801,1	776,4	744,4	722,8	755,5
Charges								
Commissions	276,0	284,4	289,3	288,2	273,1	267,2	261,5	264,3
Charges autres que les commissions	238,8	246,5	246,9	231,1	224,9	231,7	227,9	214,5
Charges d'intérêts	28,9	28,7	26,8	23,2	23,2	22,9	22,9	23,2
	543,7	559,6	563,0	542,5	521,2	521,8	512,3	502,0
Bénéfice avant les éléments suivants	229,6	243,7	226,7	258,6	255,2	222,6	210,5	253,5
Charges de restructuration et autres charges	–	27,4	–	–	–	–	–	(33,9)
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	(5,1)	–	–	–	–	–	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	229,6	266,0	226,7	258,6	255,2	222,6	210,5	219,6
Impôt sur le résultat	54,0	63,0	47,4	23,4	55,4	47,5	41,3	43,5
Bénéfice net	175,6	203,0	179,3	235,2	199,8	175,1	169,2	176,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	173,4 \$	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	173,9 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	173,4 \$	185,9 \$	177,1 \$	199,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	198,2 \$
Autres éléments :								
Réduction des charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	–	36,8	–	–	–	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(16,8)	–	–	–	–	–	(24,3)
Quote-part de la provision de l'entreprise associée	–	(5,1)	–	–	–	–	–	–
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	–	–	–	34,0	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	173,4 \$	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	173,9 \$
Bénéfice par action (c)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹								
– De base	72	77	74	83	82	72	69	81
– Dilué	72	77	74	83	82	72	69	81
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	72	83	74	97	82	72	69	71
– Dilué	72	83	74	97	82	72	69	71
Actif quotidien moyen des fonds								
d'investissement (en G\$)	141,9 \$	143,9 \$	139,6 \$	134,8 \$	132,2 \$	127,9 \$	124,4 \$	127,8 \$
Total de l'actif géré des fonds								
d'investissement (en G\$)	144,1 \$	142,9 \$	141,7 \$	137,2 \$	133,7 \$	128,8 \$	127,1 \$	127,5 \$
Total de l'actif géré (en G\$)	150,0 \$	148,6 \$	147,5 \$	142,7 \$	140,7 \$	135,5 \$	133,7 \$	134,4 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

GROUPE INVESTORS

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Au cours du deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a présenté sa nouvelle vision stratégique et a défini un certain nombre de priorités stratégiques afin d'assurer la réussite future de ses activités.

La promesse du Groupe Investors est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha :

- **Gamma** – La valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller financier ajoute aux relations avec les clients et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.
- **Bêta** – La valeur créée par des portefeuilles de placements composés judicieusement dont le rendement correspond aux prévisions et comporte le plus faible risque.
- **Alpha** – La valeur d'une gestion active qui génère un rendement supérieur aux indices de rendement passifs dont la composition et le profil de risque sont les mêmes.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements.
- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client.
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs.
- de solutions financières efficaces – Fournir la gamme de solutions la plus efficace et la plus complète aux tarifs les plus concurrentiels.
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience.
- d'une marque connue et reconnue, une technologie qui répond aux besoins, des services administratifs efficaces, une structure de coût appropriée et une culture gagnante.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Cette approche concorde avec des études menées au cours des dernières années qui indiquent que les ménages clients qui reçoivent des conseils de

la part d'un conseiller financier disposent d'actifs plus élevés que les ménages qui ne reçoivent aucun conseil; de plus, cet avantage augmente en fonction de la durée de la relation avec le conseiller financier. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Au 30 septembre 2017, le Groupe Investors comptait 4 146 conseillers, en baisse par rapport à 5 380 au 30 septembre 2016. Pour permettre de mieux comprendre la nature et la composition du réseau de conseillers du Groupe Investors, voici une répartition des principales composantes du réseau de conseillers :

- 2 147 pratiques de conseillers au 30 septembre 2017 (30 septembre 2016 – 2 358 pratiques), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau des pratiques de conseillers constitue un élément clé dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 97 % de l'actif géré.
- 995 nouveaux conseillers au 30 septembre 2017 (30 septembre 2016 – 2 065 nouveaux conseillers), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors.
- 1 004 conseillers associés et directeurs régionaux au 30 septembre 2017 (30 septembre 2016 – 957 conseillers associés et directeurs régionaux). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers et ils détiennent un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.

À compter du premier trimestre de 2017, le Groupe Investors a géré le départ des conseillers qui n'ont pas pu établir une pratique prospère. Nous avons aussi amélioré les critères de recrutement afin d'accroître les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque, ce qui s'est traduit par la réduction de la taille générale de l'empreinte de nos bureaux régionaux, dont le nombre est passé de 115 à 95.

Plus de 59 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui détiennent le titre de Certified Financial Planner (CFP) (traduction usuelle : planificateur financier agréé) ou de planificateur financier (Pl. Fin.), le titre équivalent au Québec. En outre, environ 95 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui soit détiennent le titre, soit sont en voie de l'obtenir. Au 30 septembre 2017, 1 583 conseillers de notre réseau détenaient le titre de CFP ou de Pl. Fin. En outre, 2 040 conseillers étaient inscrits à ces programmes en vue d'obtenir un de ces titres. Les conseillers qui étudient actuellement pour obtenir le titre de CFP ou de Pl. Fin. ou qui les détiennent déjà sont au nombre de 3 623, soit une hausse de 35 % par rapport au total de 2 692 conseillers au 30 septembre

2016. Les titres de planificateur financier agréé et de planificateur financier sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre sa compétence en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examens normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques. En 2016, le Financial Planning Standards Council a indiqué dans une publication que le Groupe Investors regroupait plus de détenteurs du titre de CFP que toute autre organisation au Canada.

SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, une aide efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec compte plus de 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions qui soutiennent environ 900 conseillers situés partout au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 15 G\$ au 30 septembre 2017.

NOUVELLE PLATEFORME DE COURTIER

Une nouvelle plateforme de courtier, lancée au quatrième trimestre de 2016, offre une expérience de service améliorée tant aux conseillers qu'aux clients. Cette nouvelle plateforme de courtier nous a permis d'internaliser les fonctions de courtier chargé de comptes et la préparation des relevés des clients pour les comptes d'intermédiaire liés à l'Organisme canadien

de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») et à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM »), fonctions qui étaient auparavant exécutées par un fournisseur de services externe, et a permis d'accroître l'automatisation des transactions. Cette plateforme appuie le lancement de nouveaux produits disponibles par le truchement de l'OCRCVM et conçus pour soutenir le segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé. La nouvelle plateforme devrait donner lieu à des gains d'efficacité à long terme.

RELEVÉS DES CLIENTS

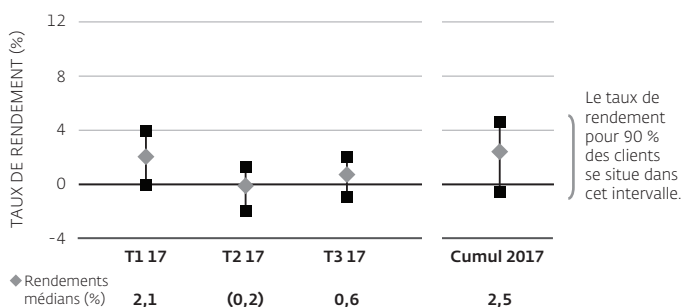
Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Au cours de chaque trimestre, les clients obtiennent un rendement différent, car la composition de leur portefeuille diffère, comme l'illustrent les graphiques ci-dessous. Le premier graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des trimestres de l'exercice considéré. Le deuxième graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients en fonction de périodes de un an, de trois ans et de cinq ans au 30 septembre 2017. Les deux graphiques présentent également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des comptes des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 0,6 %, et 83 % des comptes des clients ont obtenu un rendement positif. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 2,5 %, et 92 % des comptes des clients ont obtenu un rendement positif.

Le Groupe Investors considère depuis longtemps que la présentation à ses clients de l'information se rapportant au rendement de leurs comptes personnels pour plusieurs périodes

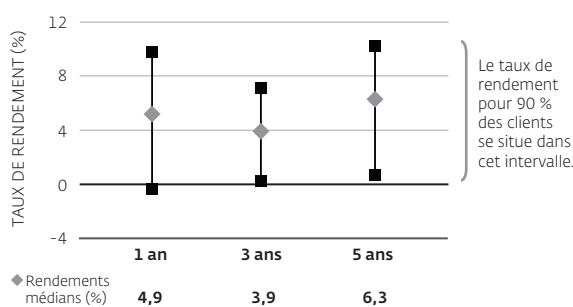
Taux de rendement pour les comptes des clients

Rendements trimestriels et cumul du rendement annuel



Taux de rendement pour les comptes des clients

Au 30 septembre 2017



constitue un avantage significatif et démontre, en outre, la valeur obtenue grâce aux conseils qu'ils reçoivent, et ce, tout au long de la relation client-conseiller.

Les relevés de nos clients comprennent leur rendement sur plusieurs périodes, y compris des taux de rendement sur un an, trois ans et cinq ans.

Pour la période de douze mois close le 30 juin 2017 également, le Groupe Investors a présenté son information sur les coûts et la rémunération annuelle dans laquelle sont décrits les honoraires versés au courtier du Groupe Investors qui s'occupe du compte du client.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la répartition du total de l'actif géré est présenté au tableau 9. Au 30 septembre 2017, l'actif géré des fonds communs de placement et le total de l'actif géré du Groupe Investors ont atteint 85,2 G\$ et 85,8 G\$, respectivement.

Le niveau de l'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et les rendements des placements de nos fonds. Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

RENDEMENT DES FONDS

Au 30 septembre 2017, 51,6 % des fonds communs de placement du Groupe Investors étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†], et 16,0 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 63,2 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 26,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 septembre 2017. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

CHANGEMENTS À L'OFFRE DE PRODUITS DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds et à d'autres changements apportés aux produits qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017, le Groupe Investors a mis fin à l'option d'achat avec frais d'acquisition reportés pour ses fonds communs de placement. Par la même occasion, les frais des séries sans frais d'acquisition ont été réduits.

Au troisième trimestre, le Groupe Investors a apporté plusieurs changements à sa gamme de fonds communs de placement. Parmi ces changements figuraient l'intégration des Portefeuilles Alto aux Portefeuilles Allegro, permettant ainsi à nos clients des

Portefeuilles Alto d'avoir accès à un éventail élargi de solutions de placement et à des capacités en matière de répartition dynamique de l'actif pour certains Portefeuilles.

OFFRES DESTINÉES AUX CLIENTS À VALEUR ÉLEVÉE

Les clients à valeur élevée représentent un secteur en croissance de notre clientèle. Le Groupe Investors offre plusieurs produits visant à répondre aux besoins des clients à valeur élevée et continue de chercher des moyens de présenter des offres additionnelles à cette clientèle. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 38,3 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 25,1 % par rapport au dernier exercice, et représentait 45 % du total de l'actif géré. Les ventes aux clients à valeur élevée ont totalisé 892 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, en hausse de 106 % par rapport au troisième trimestre de 2016, et représentaient 43 % du total des ventes.

Tarification pour les ménages disposant d'un actif de placement supérieur à 500 000 \$

Le Groupe Investors possède des solutions de placement qui prévoient une tarification distincte pour les ménages dont les placements dans les fonds du Groupe Investors sont supérieurs à 500 000 \$. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 33,4 G\$, soit une hausse de 16,5 %, par rapport à 28,7 G\$ au 30 septembre 2016.

- La série J disposait d'un actif de 21,0 G\$ au 30 septembre 2017, soit une baisse de 13,7 %, par rapport à 24,4 G\$ au 30 septembre 2016, ce qui découle principalement des transferts de la série J à la série U.
- La série U offre une structure de tarification qui établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Au 30 septembre 2017, l'actif géré de la série U avait augmenté pour se chiffrer à 12,4 G\$, comparativement à 4,3 G\$ au 30 septembre 2016, soit une hausse de 186 %.

Profil^{IMC}

Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique, lancé en 2001, qui est offert aux ménages disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$ détenu au sein du Groupe Investors. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, par style de gestion et par région. La structure de tarification du programme Profil établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents.

Au 30 septembre 2017, l'actif géré du programme Profil s'est élevé à 4,9 G\$, soit une augmentation de 151 % par rapport à un actif géré de 1,9 G\$ au 30 septembre 2016.

TABLEAU 9 : TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Actif géré des fonds communs de placement¹					
Ventes	2 090 \$	2 357 \$	1 626 \$	(11,3) %	28,5 %
Rachats	1 803	1 922	1 820	(6,2)	(0,9)
Ventes nettes (rachats nets)	287	435	(194)	(34,0)	n.s.
Rendements des placements	633	(29)	2 883	n.s.	(78,0)
Variation de l'actif, montant net	920	406	2 689	126,6	(65,8)
Actif au début	84 306	83 900	76 203	0,5	10,6
Actif à la fin	85 226 \$	84 306 \$	78 892 \$	1,1 %	8,0 %
Total de l'actif géré					
Fonds communs de placement	85 226 \$	84 306 \$	78 892 \$	1,1 %	8,0 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	548	567	480	(3,4)	14,2
	85 774 \$	84 873 \$	79 372 \$	1,1 %	8,1 %
Actif moyen²					
Fonds communs de placement	83 815 \$	85 021 \$	78 139 \$	(1,4) %	7,3 %
Total	84 372	85 586	78 603	(1,4)	7,3
PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)		
Actif géré des fonds communs de placement¹					
Ventes	7 379 \$	5 671 \$	30,1 %		
Rachats	5 767	5 566	3,6		
Ventes nettes (rachats nets)	1 612	105	n.s.		
Rendements des placements	2 372	3 890	(39,0)		
Variation de l'actif, montant net	3 984	3 995	(0,3)		
Actif au début	81 242	74 897	8,5		
Actif à la fin	85 226 \$	78 892 \$	8,0 %		
Actif moyen²					
Fonds communs de placement	83 866 \$	75 839 \$	10,6 %		
Total	84 406	76 289	10,6		

1. Comprend les comptes à gestion distincte Azur du Groupe Investors et les fonds communs de placement du Groupe Investors.

2. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Structures de frais dégroupés

Une proportion croissante des actifs des clients du Groupe Investors se trouvent dans la série U et dans le programme Profil, qui sont des produits avec des structures de frais dégroupés et pour lesquels des frais de conseil distincts sont facturés au compte du client par le courtier. Au 30 septembre 2017, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 17,3 G\$, ou 20,3 % de l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors, en hausse de 175 %, comparativement à 6,2 G\$ au 30 septembre 2016, ce

qui représente 8,0 % de l'actif géré. Les ventes de ces produits aux clients à valeur élevée ont totalisé 592 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, soit une hausse de 467 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2016, et représentaient 66 % du total des ventes aux clients à valeur élevée.

Comptes à gestion distincte et compte de courtage à honoraires

Le Groupe Investors a lancé récemment un nouveau programme de comptes à gestion distincte, les Placements gérés Azur^{MC}, ainsi

qu'un compte à honoraires, qui sont offerts par l'entremise de la société de courtage du Groupe Investors, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les Placements gérés Azur sont des comptes de courtage en gestion discrétionnaire qui permettent au client de déléguer à un gestionnaire de portefeuille la responsabilité des décisions de placement au jour le jour. Il existe sept mandats différents qui permettent d'investir dans des actions de base sur les marchés boursiers canadiens, américains, nord-américains et internationaux, et qui sont gérés grâce au savoir-faire de la Société de gestion d'investissement I.G. et de gestionnaires de placement externes.

Le compte à honoraires du Groupe Investors est un compte de courtage non discrétionnaire à honoraires qui offre aux clients les avantages d'une démarche globale dans la gestion de leur portefeuille.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

Le total de l'actif géré du Groupe Investors s'élevait à 85,8 G\$, comparativement à 79,4 G\$ au 30 septembre 2016.

Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes du Groupe Investors se sont établis à 548 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 480 M\$ au 30 septembre 2016, soit une hausse de 14,2 %.

Au 30 septembre 2017, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevait à 85,2 G\$, ce qui représente une hausse de 8,0 % par rapport à 78,9 G\$ au 30 septembre 2016. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 83,8 G\$ pour le troisième trimestre de 2017, en hausse de 7,3 % par rapport à 78,1 G\$ pour le troisième trimestre de 2016.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,1 G\$, soit une hausse de 28,5 % par rapport à la période correspondante de 2016. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,8 G\$, soit une baisse de 0,9 % par rapport à 2016. Pour le troisième trimestre de 2017, les ventes nettes des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevaient à 287 M\$, comparativement à des rachats nets de 194 M\$ en 2016. Au cours du troisième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 633 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 2,9 G\$ au cours du troisième trimestre de 2016.

Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,7 G\$ pour le troisième trimestre de 2017, soit une augmentation de 27,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 96 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à des rachats nets de 261 M\$ en 2016.

Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme s'est établi à 7,9 % au troisième trimestre de 2017, comparativement à 8,5 % au troisième trimestre de 2016. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,5 % au 30 septembre 2017, comparativement à 8,9 % au 30 septembre 2016, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 16,3 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 septembre 2017.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 7,4 G\$, soit une hausse de 30,1 % par rapport à 2016. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 5,8 G\$, soit une hausse de 3,6 % par rapport à 2016. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 1,6 G\$, comparativement à des ventes nettes de 105 M\$ en 2016. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 6,3 G\$ pour la période de neuf mois de 2017, comparativement à 4,8 G\$ en 2016, soit une augmentation de 30,2 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$, comparativement à des rachats nets de 148 M\$ en 2016. Au cours de 2017, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 2,4 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 3,9 G\$ en 2016.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

Le total de l'actif géré du Groupe Investors se chiffrait à 85,8 G\$, comparativement à 84,9 G\$ au 30 juin 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes du Groupe Investors s'élevaient à 548 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 567 M\$ au 30 juin 2017, en baisse de 3,4 %.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 85,2 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 1,1 %, comparativement à 84,3 G\$ au 30 juin 2017. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 83,8 G\$ au troisième trimestre de 2017, par rapport à 85,0 G\$ au deuxième trimestre de 2017, soit une diminution de 1,4 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,1 G\$, soit une baisse de 11,3 % par rapport au deuxième trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 1,8 G\$ pour le troisième trimestre, ont diminué de 6,2 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 7,9 % au troisième trimestre, comparativement à 8,4 % au deuxième trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont élevées

à 287 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 435 M\$ pour le trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,7 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 2,0 G\$ au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 96 M\$, comparativement à des ventes nettes de 243 M\$ au trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

FONDS DISTINCTS

Le Groupe Investors offre des fonds distincts qui comprennent la gamme de fonds de placement garanti. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West, compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et six fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 septembre 2017, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,8 G\$, soit le même montant qu'au 30 septembre 2016.

ASSURANCE

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont été estimées à 14 M\$ comparativement à 22 M\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 36,7 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont été estimées à 56 M\$ comparativement à 60 M\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 7,1 %.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification de valeurs mobilières de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale qui offre des prêts hypothécaires résidentiels à

l'intention de ses clients dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, les financements de prêts hypothécaires se sont chiffrés à 453 M\$ et à 1,2 G\$, contre 565 M\$ et 1,7 G\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 19,8 % et de 30,6 %, respectivement. Au 30 septembre 2017, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 10,8 G\$, comparativement à 10,9 G\$ au 30 septembre 2016, soit une baisse de 1,1 %.

SOLUTIONS BANCAIRES[†]

L'offre relative à Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors consiste en une vaste gamme de produits et de services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Ces produits et ces services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. L'offre comprend aussi le produit Tout-En-Un, qui est une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un emprunt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt visant à répondre aux besoins de nos clients tout en réduisant au minimum les frais d'intérêts globaux. Au moyen de Solutions Bancaires[†], les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme

de planification financière. Le total des produits de prêt des clients du Groupe Investors dans le cadre du programme Solutions Bancaires¹ s'est élevé à 3,5 G\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 3,1 G\$ au 30 septembre 2016.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires¹ ouverts au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 s'élevait à 348 M\$ et à 781 M\$, comparativement à 182 M\$ et à 543 M\$ en 2016. Au 30 septembre 2017, le solde des produits Tout-En-Un de

Solutions Bancaires était de 2,1 G\$, comparativement à 1,7 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 49 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

PRODUITS ET SERVICES ADDITIONNELS

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires[†] et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements liés à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 352,5 M\$ au troisième trimestre de 2017, en hausse de 20,8 M\$, ou 6,3 %, par rapport à 331,7 M\$ en 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les honoraires de gestion se sont établis à 1 048,2 M\$, en hausse de 90,0 M\$, ou 9,4 %, par rapport à 958,2 M\$ en 2016.

L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 était principalement attribuable à la hausse de 7,3 % et de

TABEAU 10 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Produits					
Honoraires de gestion	352,5 \$	354,6 \$	331,7 \$	(0,6) %	6,3 %
Honoraires d'administration	79,9	81,3	79,2	(1,7)	0,9
Honoraires de distribution	41,5	46,5	54,7	(10,8)	(24,1)
	473,9	482,4	465,6	(1,8)	1,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,3	22,1	19,1	(76,0)	(72,3)
	479,2	504,5	484,7	(5,0)	(1,1)
Charges					
Commissions	73,2	78,9	83,6	(7,2)	(12,4)
Primes de rétention de l'actif	83,0	84,0	71,8	(1,2)	15,6
Charges autres que les commissions	142,1	147,7	130,9	(3,8)	8,6
	298,3	310,6	286,3	(4,0)	4,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	180,9 \$	193,9 \$	198,4 \$	(6,7) %	(8,8) %
PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)		
Produits					
Honoraires de gestion	1 048,2 \$	958,2 \$	9,4 %		
Honoraires d'administration	241,1	229,3	5,1		
Honoraires de distribution	145,1	156,0	(7,0)		
	1 434,4	1 343,5	6,8		
Produits tirés des placements nets et autres produits	45,4	51,5	(11,8)		
	1 479,8	1 395,0	6,1		
Charges					
Commissions	243,0	244,7	(0,7)		
Primes de rétention de l'actif	245,7	210,3	16,8		
Charges autres que les commissions	437,5	404,4	8,2		
	926,2	859,4	7,8		
Bénéfice avant intérêts et impôt	553,6 \$	535,6 \$	3,4 %		

10,6 %, respectivement, de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des honoraires de gestion au troisième trimestre de 2017 s'est établi à 165,8 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 167,4 points de base en 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, le taux moyen des honoraires de gestion s'est établi à 166,0 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 167,5 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion au cours des deux périodes est attribuable, en partie, au transfert des actifs vers les produits destinés à la clientèle à valeur élevée.

Les honoraires de gestion ont aussi subi l'incidence d'une diminution de 2,8 M\$ des produits tirés des honoraires au cours de la période de neuf mois, ce qui est attribuable au fait qu'il y a eu une journée civile de moins en 2017 qu'en 2016.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs relatifs à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires liés à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 79,9 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 79,2 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 0,9 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les honoraires d'administration se sont élevés à 241,1 M\$, comparativement à 229,3 M\$ en 2016, en hausse de 5,1 %. Ces augmentations sont principalement attribuables aux variations de l'actif géré moyen, et ont été contrebalancées en partie par des réductions d'honoraires. À compter du 1^{er} janvier 2017, dans le cadre de l'abandon de l'offre de séries avec frais d'acquisition reportés (« FAR »), le Groupe Investors a diminué les honoraires d'administration des séries sans frais d'acquisition. Au cours du trimestre, l'incidence que ces changements ont eue sur les produits tirés des honoraires d'administration se chiffrait à 2,1 M\$.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- Les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires¹.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 41,5 M\$ au troisième trimestre de 2017, ont diminué de 13,2 M\$ par rapport à 54,7 M\$ en 2016. Pour la période de neuf mois, les produits tirés des honoraires de distribution, s'élevant à 145,1 M\$, ont diminué de 10,9 M\$ par rapport à 156,0 M\$ en

2016. La diminution enregistrée pour les deux périodes découle principalement d'une baisse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance et d'une baisse des frais de rachat. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires et les produits d'intérêts nets liés aux activités d'intermédiaire.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 5,3 M\$ au troisième trimestre de 2017, en baisse de 13,8 M\$ par rapport à 19,1 M\$ en 2016. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 45,4 M\$, soit une baisse de 6,1 M\$ par rapport à 51,5 M\$ en 2016.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 4,2 M\$ au troisième trimestre de 2017 comparativement à 18,1 M\$ en 2016, soit une diminution de 13,9 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 42,3 M\$, comparativement à 50,0 M\$ en 2016, en baisse de 7,7 M\$. Le tableau 11 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et la période de neuf mois considérés. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 3,7 M\$ et de 5,4 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 par rapport à 2016, pour atteindre 0,9 M\$ et 7,5 M\$, respectivement. La diminution des profits découle essentiellement d'une baisse des marges.
- Les ajustements de la juste valeur ont diminué de 12,6 M\$ et de 7,3 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 par rapport à 2016, pour atteindre (12,7) M\$ et (11,7) M\$, respectivement. La diminution est principalement liée à des ajustements négatifs de la juste valeur pour des prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés en raison de la hausse des taux d'intérêt pendant la période. La hausse plus marquée des taux des prêts hypothécaires par rapport aux taux de financement constitue une composante significative de cet ajustement de la juste valeur. Dans ces cas, l'ajustement net de la juste valeur, après le profit de couverture, tient compte du moment de la vente, car la Société percevra la marge d'intérêt nette prévue sur la durée de vie des prêts.

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,5 \$	49,4 \$	49,3 \$	0,2 %	0,4 %
Charges d'intérêts	33,3	33,5	32,8	(0,6)	1,5
Produits d'intérêts nets	16,2	15,9	16,5	1,9	(1,8)
Profit sur ventes ¹	0,9	4,5	4,6	(80,0)	(80,4)
Ajustements de la juste valeur	(12,7)	2,3	(0,1)	n.s.	n.s.
Autres produits ²	(0,2)	(1,4)	(2,9)	85,7	93,1
	4,2 \$	21,3 \$	18,1 \$	(80,3) %	(76,8) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	7 120 \$	7 441 \$	7 375 \$	(4,3) %	(3,5) %
Autres	3 791	3 620	3 521	4,7	7,7
	10 911 \$	11 061 \$	10 896 \$	(1,4) %	0,1 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations	854 \$	308 \$	560 \$	177,3 %	52,5 %
Autres ¹	240	294	284	(18,4)	(15,5)
	1 094 \$	602 \$	844 \$	81,7 %	29,6 %
PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017		30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			148,4 \$	143,8 \$	3,2 %
Charges d'intérêts			100,0	95,9	4,3
Produits d'intérêts nets			48,4	47,9	1,0
Profit sur ventes ¹			7,5	12,9	(41,9)
Ajustements de la juste valeur			(11,7)	(4,4)	(165,9)
Autres produits ²			(1,9)	(6,4)	70,3
			42,3 \$	50,0 \$	(15,4) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			7 362 \$	7 126 \$	3,3 %
Autres			3 655	3 556	2,8
			11 017 \$	10 682 \$	3,1 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations			1 493 \$	2 165 \$	(31,0) %
Autres ¹			832	818	1,7
			2 325 \$	2 983 \$	(22,1) %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

2. Représentent les frais d'émission et d'assurance des prêts hypothécaires, les intérêts réalisés sur les prêts hypothécaires détenus temporairement, les produits tirés de la gestion et les autres produits.

3. Représentent les montants en principal vendus.

- Les autres produits ont augmenté de 2,7 M\$ et de 4,5 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, comparativement à 2016, pour s'établir à (0,2) M\$ et à (1,9) M\$, respectivement, ce qui est principalement attribuable à une baisse des frais d'émission des prêts hypothécaires.

CHARGES

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits, et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. La charge au titre des commissions de vente différées comprend l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 73,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, en baisse de 10,4 M\$ par rapport à 83,6 M\$ en 2016. La charge liée aux commissions s'est établie à 243,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, en baisse de 1,7 M\$ par rapport à 244,7 M\$ en 2016. Pour le trimestre et la période de neuf mois, les changements tiennent principalement au montant de la rémunération liée aux autres produits et services financiers distribués.

La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif, dont le calcul est fondé sur la valeur des actifs gérés, a augmenté de 11,2 M\$ et de 35,4 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 pour s'établir à 83,0 M\$ et à 245,7 M\$, respectivement, par rapport à 2016. L'augmentation constatée au cours des deux périodes est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré et à la proportion accrue des produits sans frais d'acquisition au sein de nos actifs.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés à l'actif géré des fonds communs de placement. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 142,1 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à 130,9 M\$ en 2016, ce qui constitue une augmentation de 11,2 M\$, ou 8,6 %. Pour la période de neuf mois, les charges autres que les commissions se sont élevées à 437,5 M\$, comparativement à 404,4 M\$ en 2016, soit une hausse de 33,1 M\$, ou 8,2 %. L'augmentation constatée au cours des deux périodes découlait essentiellement du soutien accordé au réseau de conseillers et d'autres mesures visant la croissance des affaires, ainsi que des frais des sous-conseillers liés à l'augmentation de l'actif géré.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué de 2,1 M\$, ou 0,6 %, au troisième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2017, pour s'établir à 352,5 M\$. La diminution nette des honoraires de gestion au cours du troisième trimestre est principalement liée à la baisse de 1,4 % de l'actif géré moyen pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9, ainsi qu'au fait que le troisième trimestre compte une journée civile de plus que le deuxième trimestre.

Les honoraires d'administration ont diminué pour s'établir à 79,9 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à 81,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ce qui est principalement attribuable à la variation de l'actif géré moyen des fonds communs de placement au cours de la période.

Les produits tirés des honoraires de distribution, qui se sont chiffrés à 41,5 M\$ au troisième trimestre de 2017, ont diminué de 5,0 M\$, par rapport à 46,5 M\$ au deuxième trimestre, principalement en raison d'une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux ventes de produits d'assurance et d'une baisse des frais de rachat.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 5,3 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à 22,1 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 16,8 M\$ découlant principalement des activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 4,2 M\$ au troisième trimestre de 2017, en baisse de 17,1 M\$ par rapport à 21,3 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 11. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 3,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2017 pour atteindre 0,9 M\$, par rapport à 4,5 M\$ au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à une baisse des marges.
- Les ajustements de la juste valeur ont diminué de 15,0 M\$ pour le troisième trimestre de 2017 pour s'établir à (12,7) M\$, comparativement à 2,3 M\$ au trimestre précédent, ce qui découle d'ajustements négatifs de la juste valeur apportés à des prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés, en partie contrebalancés par des ajustements favorables de la juste valeur apportés à des swaps

de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces prêts.

- Les autres produits ont augmenté de 1,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2017 pour s'établir à (0,2) M\$, comparativement à (1,4) M\$ au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à une hausse des soldes moyens des prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.

CHARGES

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 73,2 M\$, comparativement à 78,9 M\$ au trimestre

précédent. Cette baisse est principalement liée à la diminution du montant de la rémunération ayant trait aux autres produits et services financiers distribués. La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a diminué de 1,0 M\$ pour s'établir à 83,0 M\$ au troisième trimestre de 2017.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 142,1 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 147,7 M\$ au trimestre précédent.

PLACEMENTS MACKENZIE

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des clients, des actionnaires, des courtiers, des conseillers et des employés convergent.

La vision de Mackenzie est la suivante : nous nous engageons à assurer le succès financier des investisseurs, selon leur point de vue, ce qui aura une incidence sur les priorités stratégiques que nous choisissons pour remplir cet engagement et assurer la croissance future des activités. Notre mandat stratégique comporte deux volets : devenir le leader dans le secteur de détail au Canada et tisser des relations stratégiques significatives, ce qui s'inscrit dans le cadre de notre objectif de devenir la société de choix pour les épargnants, les conseillers financiers et les investisseurs institutionnels. Nous comptons réaliser ce mandat en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement et en favorisant leur épanouissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Pour soutenir cette vision et ce mandat stratégique, nos employés s'efforcent d'adopter six aptitudes fondamentales clés :

- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant.
- Offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité.
- Accélérer la distribution.
- Promouvoir un leadership de marque.
- Encourager l'excellence opérationnelle et la rigueur.
- Favoriser une culture gagnante.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de notre mandat stratégique : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie célèbre fièrement son 50^e anniversaire au sein du secteur canadien des services financiers en 2017. Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques qui agissent à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Nos affaires reposent sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail principalement grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui

se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales du Groupe Investors, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), ainsi qu'une entente avec Quadrus, filiale de Lifeco, relative aux fonds communs de placement sous marque privée. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie attire une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de son réseau de distribution, à sa vaste gamme de produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 12, et les variations du total de l'actif géré sont résumées au tableau 13. Au 30 septembre 2017, l'actif géré des fonds d'investissement et le total de l'actif géré de Mackenzie ont atteint 54,3 G\$ et 69,2 G\$, respectivement.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et par le volume des ventes nettes.

RENDEMENT DES FONDS

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 septembre 2017, 58,6 %, 43,6 % et 40,4 % de l'actif des fonds communs de placement

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Ventes	1 840 \$	2 305 \$	1 651 \$	(20,2) %	11,4 %
Rachats	1 536	1 753	1 721	(12,4)	(10,7)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ¹	304	552	(70)	(44,9)	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	286	389	25	(26,5)	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement²	538	730	(45)	(26,3)	n.s.
Rendements des placements	(175)	130	2 113	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	363	860	2 068	(57,8)	(82,4)
Actif au début	53 962	53 102	48 255	1,6	11,8
Actif à la fin	54 325 \$	53 962 \$	50 323 \$	0,7 %	8,0 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	53 752 \$	53 622 \$	50 252 \$	0,2 %	7,0 %
FNB	906	622	71	45,7	n.s.
Fonds d'investissement ³	54 325 \$	53 962 \$	50 323 \$	0,7 %	8,0 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	53 528 \$	54 160 \$	49 674 \$	(1,2) %	7,8 %

PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)
Ventes	7 006 \$	4 986 \$	40,5 %
Rachats	6 074	5 629	7,9
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ¹	932	(643)	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	789	69	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement²	1 407	(574)	n.s.
Rendements des placements	1 491	2 452	(39,2)
Variation de l'actif, montant net	2 898	1 878	54,3
Actif au début	51 427	48 445	6,2
Actif à la fin	54 325 \$	50 323 \$	8,0 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	53 344 \$	48 099 \$	10,9 %

1. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
Au cours des neuf premiers mois de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
2. Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 52 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 et à 314 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.
3. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 333 M\$ et à 282 M\$ au 30 septembre 2017 et au 30 juin 2017, respectivement.

de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de

fonds Morningstar[†]. Au 30 septembre 2017, 70,9 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] était noté trois étoiles ou plus, et 32,0 % était noté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par

TABLEAU 13 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ¹	304 \$	552 \$	(70) \$	(44,9) %	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	286	389	25	(26,5)	n.s.
Fonds d'investissement ²	538	730	(45)	(26,3)	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³	338	1 405	100	(75,9)	238,0
Total des ventes nettes	876	2 135	55	(59,0)	n.s.
Rendements des placements	(183)	105	2 551	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	693	2 240	2 606	(69,1)	(73,4)
Actif au début	68 550	66 310	61 667	3,4	11,2
Actif à la fin	69 243 \$	68 550 \$	64 273 \$	1,0 %	7,7 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	53 752 \$	53 622 \$	50 252 \$	0,2 %	7,0 %
FNB	906	622	71	45,7	n.s.
Fonds d'investissement ⁴	54 325	53 962	50 323	0,7	8,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	14 918	14 588	13 950	2,3	6,9
Total de l'actif géré	69 243 \$	68 550 \$	64 273 \$	1,0 %	7,7 %
Total de l'actif moyen⁵	68 215 \$	67 806 \$	63 460 \$	0,6 %	7,5 %
PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)		
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ¹	932 \$	(643) \$			n.s.
Créations nettes de parts de FNB	789	69			n.s.
Fonds d'investissement ²	1 407	(574)			n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³	2 032	(49)			n.s.
Total des ventes nettes	3 439	(623)			n.s.
Rendements des placements	1 769	3 243			(45,5)
Variation de l'actif, montant net	5 208	2 620			98,8
Actif au début	64 035	61 653			3,9
Actif à la fin	69 243 \$	64 273 \$			7,7 %
Total de l'actif moyen⁵	67 038 \$	61 374 \$			9,2 %

1. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au cours des neuf premiers mois de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

2. Les ventes nettes de fonds d'investissement et le total des ventes nettes excluent les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 52 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 et à 314 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

3. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.

4. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 333 M\$ et à 282 M\$ au 30 septembre 2017 et au 30 juin 2017, respectivement.

5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Morningstar[†], les proportions étaient de 76,5 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 35,8 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 septembre 2017. Ces notations ne s'appliquent pas à la Gamme de fonds Quadrus[†].

MODIFICATIONS AUX OFFRES DE PRODUITS

La gamme diversifiée de produits de placement de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. En 2017, Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en offrant des solutions uniques visant à combler les besoins des clients, grâce à un certain nombre de lancements de produits.

Fonds négociés en Bourse

En 2016 et en 2017, Mackenzie a lancé onze fonds négociés en Bourse (« FNB »). Le lancement des FNB vient compléter la gamme de fonds vaste et novatrice de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions qui procurent aux investisseurs des résultats et leur permettent de réaliser leurs objectifs personnels. Ces FNB représentent pour les investisseurs une autre option de placement qu'ils peuvent utiliser pour construire un portefeuille diversifié à long terme. L'offre de FNB se décline comme suit :

- Cinq FNB à revenu fixe et à gestion active exclusifs gérés par l'équipe des placements à revenu fixe de Mackenzie.
- Six FNB Diversification maximales à bêta intelligent en collaboration avec TOBAM, une firme mondiale de gestion d'actifs primée et un fournisseur d'indices pour certains des plus importants fonds de pension du monde, afin d'intégrer le processus de placement exclusif de celle-ci. La méthodologie de TOBAM cherche à protéger les portefeuilles contre les biais structurels et les risques non gérés souvent liés aux indices pondérés selon la capitalisation boursière. Ces FNB cherchent à reproduire, dans la mesure du possible, le rendement d'indices fondés sur des règles de la série d'indices Diversification maximale de TOBAM.

Fonds communs de placement

Au début du quatrième trimestre de 2017, Mackenzie a lancé deux nouveaux produits afin de répondre à la demande croissante de placements durables, responsables et à impact par les investisseurs. Ces fonds sont gérés en intégrant à leur processus de placement l'évaluation des sociétés selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et l'analyse fondamentale. Par ailleurs, Mackenzie a lancé un produit qui offre aux investisseurs une exposition à l'ensemble du marché des capitaux en Chine.

- Le Fonds équilibré de durabilité mondiale et d'impact Mackenzie combine les atouts de l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie et de Rockefeller & Co, le sous-conseiller

pour la composante en actions. Cette solution équilibrée mondiale, qui cherche à procurer un revenu et une plus-value du capital, peut être un titre de base pour le portefeuille d'investisseurs qui souhaitent harmoniser leurs placements avec leurs valeurs personnelles.

- Le Fonds mondial de leadership d'impact Mackenzie vise à investir dans des sociétés qui favorisent la représentation des femmes dans des postes de leadership, y compris dans la haute direction et au sein de conseils d'administration. Le sous-conseiller du fonds est Pax Ellevest Management LLC, pionnier des placements selon une optique sexospécifique et leader dans le domaine des placements à impact, mettant l'accent sur la progression du leadership féminin.
- Le Fonds toutes actions Chine Mackenzie permet aux investisseurs de tirer profit de la relation de Mackenzie avec China AMC, l'un des gestionnaires d'actifs de premier plan en Chine ayant l'expérience et l'infrastructure requises pour offrir des occasions de choix.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

Le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 69,2 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 7,7 %, comparativement à 64,3 G\$ au 30 septembre 2016. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 14,9 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 6,9 %, par rapport à 14,0 G\$ pour l'exercice précédent.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 54,3 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 8,0 %, par rapport au 30 septembre 2016. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie s'élevait à 53,8 G\$ au 30 septembre 2017, en hausse de 7,0 %, comparativement à 50,3 G\$ au 30 septembre 2016. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 906 M\$ au 30 septembre 2017, ce qui comprend des investissements de 333 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont établies à 1,8 G\$, soit une hausse de 11,4 %, comparativement à 1,7 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 1,5 G\$, soit une baisse de 10,7 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 se sont établies à 304 M\$, comparativement à des rachats nets de 70 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 286 M\$, ce qui comprend des investissements de 52 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des créations nettes de parts de

FNB de 25 M\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 538 M\$, comparativement à des rachats nets de 45 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une diminution de l'actif des fonds d'investissement de 175 M\$, comparativement à une augmentation de 2,1 G\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes nettes pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 ont totalisé 876 M\$, comparativement à des ventes nettes de 55 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une diminution de l'actif de 183 M\$, comparativement à une augmentation de 2,6 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 7,0 G\$, soit une hausse de 40,5 %, par rapport à 5,0 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 6,1 G\$, soit une hausse de 7,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 se sont établies à 932 M\$, comparativement à des rachats nets de 643 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 789 M\$, ce qui comprend des investissements de 314 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des créations nettes de parts de FNB de 69 M\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevées à 1,4 G\$, comparativement à des rachats nets de 574 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif des fonds d'investissement de 1,5 G\$, comparativement à une augmentation de 2,5 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 32,1 % et les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 3,1 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 1,1 G\$, comparativement à des rachats nets de fonds communs de placement de 643 M\$ pour l'exercice précédent.

Les rachats de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre et la période de neuf mois close le 30 septembre

2017 se sont établis à 1,5 G\$ et à 5,8 G\$, respectivement, comparativement à 1,6 G\$ et à 5,4 G\$ pour l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties et des fonds communs de placement du Groupe Investors, les rachats de fonds communs de placement à long terme s'élevaient à 5,2 G\$. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 11,0 % pour le troisième trimestre de 2017, comparativement à 13,2 % au troisième trimestre de 2016. Au 30 septembre 2017, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 15,0 %, comparativement à 15,4 % pour l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,8 % au 30 septembre 2017. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Le total des ventes nettes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est établi à 3,4 G\$, comparativement à des rachats nets de 623 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,8 G\$, comparativement à une augmentation de 3,2 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$. Compte non tenu du mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$ confié par le Groupe Investors et des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties et des fonds communs de placement du Groupe Investors au cours des neuf premiers mois de 2017, dont il est question précédemment, le total des ventes nettes s'est établi à 2,2 G\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 623 M\$ pour l'exercice précédent.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

Au 30 septembre 2017, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 69,2 G\$, en hausse de 1,0 %, comparativement à 68,6 G\$ au 30 juin 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres

comptes de Mackenzie se chiffraient à 14,9 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 2,3 %, par rapport à 14,6 G\$ au 30 juin 2017.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 54,3 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 0,7 %, comparativement à 54,0 G\$ au 30 juin 2017. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 53,8 G\$ au 30 septembre 2017, soit une hausse de 0,2 %, comparativement à 53,6 G\$ au 30 juin 2017. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 906 M\$ au 30 septembre 2017, en hausse de 45,7 % par rapport à 622 M\$ au 30 juin 2017. L'actif des FNB comprend des investissements de 333 M\$ et de 282 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie au 30 septembre 2017 et au 30 juin 2017, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 1,8 G\$, en baisse de 20,2 % par rapport au deuxième trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,5 G\$ pour le troisième trimestre, en baisse de 12,4 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont établies à 304 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 552 M\$ au trimestre précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties au cours du deuxième trimestre, dont il est question précédemment, les ventes brutes de fonds communs de placement ont diminué de 16,3 % et les rachats ont diminué

de 12,2 % au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017 par rapport au trimestre précédent, et les ventes nettes se sont chiffrées à 304 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 447 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,5 G\$, comparativement à 1,7 G\$ au deuxième trimestre de 2017. Pour le trimestre considéré, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 11,0 %, comparativement à 12,6 % pour le deuxième trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 268 M\$, comparativement à des ventes nettes de 533 M\$ pour le trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au cours du trimestre précédent, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors, se sont élevées à 428 M\$.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 286 M\$, en baisse de 103 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2017. Pour le trimestre considéré, les créations nettes de parts de FNB comprenaient des investissements de 52 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des investissements de 211 M\$ pour le deuxième trimestre.

Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 538 M\$, comparativement à des ventes nettes de 730 M\$ au cours du deuxième trimestre.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

PRODUITS

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe

et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants.

Au sein de la gamme de fonds communs de placement destinés aux épargnants de Mackenzie, certaines séries sont offertes dans le cadre de programmes tarifés de courtiers participants en vertu desquels la rémunération des courtiers pour ces séries est facturée par le courtier directement à un client (principalement des fonds de la série F). Comme Mackenzie ne verse pas de rémunération aux courtiers, les honoraires de gestion de ces séries sont moins élevés. Au 30 septembre 2017, ces séries

TABEAU 14 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Produits					
Honoraires de gestion	175,3 \$	177,2 \$	170,4 \$	(1,1) %	2,9 %
Honoraires d'administration	24,5	24,9	24,0	(1,6)	2,1
Honoraires de distribution	1,7	1,9	2,2	(10,5)	(22,7)
	201,5	204,0	196,6	(1,2)	2,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	(0,3)	(1,9)	1,8	84,2	n.s.
	201,2	202,1	198,4	(0,4)	1,4
Charges					
Commissions	11,3	11,7	12,9	(3,4)	(12,4)
Commissions de suivi	62,9	63,8	60,7	(1,4)	3,6
Charges autres que les commissions	81,6	83,2	78,8	(1,9)	3,6
	155,8	158,7	152,4	(1,8)	2,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	45,4 \$	43,4 \$	46,0 \$	4,6 %	(1,3) %
PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)		
Produits					
Honoraires de gestion	524,3 \$	494,4 \$	6,0 %		
Honoraires d'administration	73,8	69,2	6,6		
Honoraires de distribution	5,9	7,2	(18,1)		
	604,0	570,8	5,8		
Produits tirés des placements nets et autres produits	(2,1)	3,3	n.s.		
	601,9	574,1	4,8		
Charges					
Commissions	35,6	40,7	(12,5)		
Commissions de suivi	188,7	176,8	6,7		
Charges autres que les commissions	247,3	234,0	5,7		
	471,6	451,5	4,5		
Bénéfice avant intérêts et impôt	130,3 \$	122,6 \$	6,3 %		

représentaient un actif de 6,4 G\$, soit une augmentation de 48,0 % par rapport à l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion se sont établis à 175,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une hausse de 4,9 M\$, ou 2,9 %, comparativement à 170,4 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre considéré est attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 7,5 %, en partie contrebalancée par une baisse de 4,3 % du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 101,9 points de base au cours du troisième trimestre de 2017, comparativement à 106,5 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail et de la série F, ainsi qu'à l'incidence du transfert automatisé des investisseurs admissibles à ses séries Patrimoine privé.

Les honoraires de gestion se sont établis à 524,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une hausse de 29,9 M\$, ou 6,0 %, comparativement à 494,4 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation nette des honoraires de gestion est attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 9,2 %, en partie contrebalancée par une baisse de 2,6 % du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 s'est établi à 104,6 points de base, comparativement à 107,4 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail et de la série F. En outre, les neuf premiers mois de 2017 comptaient une journée civile de moins que les neuf premiers mois de 2016, ce qui a donné lieu à une baisse des honoraires de gestion.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds d'investissement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une hausse de 0,5 M\$, ou 2,1 %, par rapport à 24,0 M\$ pour l'exercice précédent. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 73,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une hausse de 4,6 M\$, ou 6,6 %, par rapport à 69,2 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif

comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 1,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à 2,2 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 5,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, en baisse de 1,3 M\$ comparativement à 7,2 M\$ pour l'exercice précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à (0,3) M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à 1,8 M\$ pour l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé (2,1) M\$, en baisse de 5,4 M\$ par rapport à 3,3 M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 155,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse de 3,4 M\$, ou 2,2 %, comparativement à 152,4 M\$ en 2016. Les charges se sont élevées à 471,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une hausse de 20,1 M\$, ou 4,5 %, par rapport à 451,5 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. La charge au titre des commissions de vente différées comprend l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 11,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à 12,9 M\$ pour l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 35,6 M\$, comparativement à 40,7 M\$ en 2016. Ces diminutions concordent avec la réduction des montants versés au titre des commissions de vente différées au cours des dernières années et avec la diminution des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées relatives aux rachats.

Les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquent à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 62,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une hausse de 2,2 M\$, ou 3,6 %, par rapport à 60,7 M\$ pour l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, les commissions de suivi se sont élevées à 188,7 M\$, en hausse de 11,9 M\$, ou 6,7 %, comparativement à 176,8 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse des commissions de suivi au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 découle de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Les commissions de suivi, en pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, représentaient 47,4 points de base pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, comparativement à 48,9 points de base et à 49,0 points de base pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, respectivement. Cette baisse est attribuable à une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui ne paient pas de commissions de suivi.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 81,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une hausse de 2,8 M\$, ou 3,6 %, comparativement à 78,8 M\$ en 2016. Les charges autres que les commissions ont totalisé 247,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une hausse de 13,3 M\$, ou 5,7 %, comparativement à 234,0 M\$ en 2016. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, l'augmentation des charges autres que les commissions découle des mesures incitatives additionnelles fondées sur les ventes par suite d'une hausse des volumes de vente des fonds communs de placement.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS

Les produits de Mackenzie se sont élevés à 201,2 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,9 M\$, ou 0,4 %, par rapport à 202,1 M\$ au deuxième trimestre.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 175,3 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,9 M\$, ou 1,1 %, par rapport à 177,2 M\$ au deuxième trimestre. Les facteurs suivants ont contribué à cette diminution nette :

- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 101,9 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 104,9 points de base au deuxième trimestre en raison d'une modification de la composition de l'actif géré et de l'incidence du transfert automatisé des investisseurs admissibles à ses séries Patrimoine privé.
- La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 68,2 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 67,8 G\$ au trimestre précédent, ce qui constitue une augmentation de 0,6 %.
- Le troisième trimestre comptait un jour civil de plus que le deuxième trimestre, ce qui a donné lieu à une hausse de 1,8 M\$.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,5 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,4 M\$, ou 1,6 %, par rapport à 24,9 M\$ au trimestre précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de (0,3) M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à (1,9) M\$ au deuxième trimestre.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 155,8 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 2,9 M\$, ou 1,8 %, par rapport à 158,7 M\$ au deuxième trimestre.

La charge liée aux commissions, qui découle de l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 11,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, en baisse de 3,4 % par rapport au deuxième trimestre.

Les commissions de suivi se sont établies à 62,9 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une diminution de 0,9 M\$, ou 1,4 %, comparativement à 63,8 M\$ au deuxième trimestre. La variation des commissions de suivi reflète la diminution de 1,6 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre. Le taux effectif des commissions de suivi représentait 47,4 points de base pour les troisième et deuxième trimestres.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 81,6 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 83,2 M\$ au deuxième trimestre.

ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de ses entreprises associées, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») et China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), revenant à la Société, les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

L'investissement précédemment annoncé de la Société dans China AMC a été finalisé le 31 août 2017.

La Société a aussi investi des montants dans Personal Capital Corporation, WealtheSimple Financial Corporation et Portag3 Ventures LP.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

La quote-part du résultat des entreprises associées a diminué de 1,1 M\$ au troisième trimestre de 2017 et a augmenté de 0,1 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à 2016. Ce résultat reflète le bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco pour toutes les périodes considérées et de China AMC en 2017, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du

TABLEAU 15 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2017	30 SEPT. 2016
Produits					
Produits tirés des honoraires	65,4 \$	66,6 \$	65,1 \$	(1,8) %	0,5 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,6	5,2	2,2	(50,0)	18,2
Quote-part du résultat des entreprises associées	24,9	24,9	26,0	–	(4,2)
	92,9	96,7	93,3	(3,9)	(0,4)
Charges					
Commissions	45,6	46,0	44,1	(0,9)	3,4
Charges autres que les commissions	15,1	15,6	15,2	(3,2)	(0,7)
	60,7	61,6	59,3	(1,5)	2,4
Bénéfice avant intérêts et impôt	32,2 \$	35,1 \$	34,0 \$	(8,3) %	(5,3) %

PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES (en M\$)	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016	VARIATION (%)
Produits			
Produits tirés des honoraires	197,3 \$	190,2 \$	3,7 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	9,5	6,6	43,9
Quote-part du résultat des entreprises associées	77,8	77,7	0,1
	284,6	274,5	3,7
Charges			
Commissions	136,7	129,3	5,7
Charges autres que les commissions	47,4	46,1	2,8
	184,1	175,4	5,0
Bénéfice avant intérêts et impôt	100,5 \$	99,1 \$	1,4 %

présent rapport de gestion. Le bénéfice net pour le trimestre considéré reflète une réduction de la quote-part du résultat des entreprises associées de 7,0 M\$ découlant de pertes subies par Lifeco liées aux ouragans Harvey, Irma et Maria. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 2,6 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à 2,2 M\$ en 2016. Pour la période de neuf mois, les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 9,5 M\$, comparativement à 6,6 M\$ en 2016.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a diminué de 1,2 M\$ au troisième trimestre de 2017 par rapport au trimestre correspondant de 2016 et a

diminué de 1,7 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

La quote-part du résultat des entreprises associées s'est établie à 24,9 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, soit le même montant qu'au deuxième trimestre de 2017. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont diminué pour s'établir à 2,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2017, comparativement à 5,2 M\$ pour le deuxième trimestre.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 15,8 G\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 15,6 G\$ au 31 décembre 2016.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les investissements d'entreprise et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont reclassés dans les comptes consolidés de résultat. Les pertes subséquentes sont aussi constatées dans le bénéfice net.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthisimple Financial Corporation (« Wealthisimple ») et dans Portag3 Ventures LP (« Portag3 »).

En 2017, la Société a affecté un montant additionnel de 72,7 M\$ dans les investissements d'entreprise, dont des tranches de 42,6 M\$ et de 25,0 M\$ avaient trait à Wealthisimple et à Personal Capital, respectivement.

TITRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sont

comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société évalue qu'elle contrôle le fonds d'investissement, tel qu'il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société financière IGM Inc. (les états financiers annuels). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 17.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 48,1 % du total de l'actif au 30 septembre 2017, comparativement à 51,1 % au 31 décembre 2016.

Les prêts classés comme prêts et créances sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 30 septembre 2017, un passif correspondant de 7,3 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 7,7 G\$ au 31 décembre 2016.

Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels

TABEAU 16 : TITRES

(en M\$)	30 SEPTEMBRE 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Investissements d'entreprise	214,3 \$	227,5 \$	141,6 \$	152,0 \$
Fonds d'investissement exclusifs	25,0	26,0	6,1	6,4
	239,3	253,5	147,7	158,4
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	40,9	38,7	15,5	17,7
Fonds d'investissement exclusifs	14,7	15,2	49,4	49,1
	55,6	53,9	64,9	66,8
	294,9 \$	307,4 \$	212,6 \$	225,2 \$

TABLEAU 17 : PRÊTS

(en M\$)	30 SEPTEMBRE 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Prêts et créances	7 183,5 \$	7 644,5 \$
Moins : Provision collective	0,7	0,7
	7 182,8	7 643,8
Détenus à des fins de transaction	446,1	339,5
	7 628,9 \$	7 983,3 \$

chiffrés à 13,3 G\$, dont une tranche de 2,5 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au troisième trimestre de 2017, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 831,0 M\$, comparativement à 549,9 M\$ en 2016. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 5 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »)

Au 30 septembre 2017, la Société détenait une participation de 4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

L'investissement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, par rapport à 2016, est présentée dans le tableau 18.

China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »)

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, China AMC s'est taillée et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. China AMC gère actuellement plus de 350 comptes distincts et sert quelque 40 millions de particuliers. Ses équipes de placement comptent plus de 200 professionnels dévoués.

L'actif géré de China AMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 836,4 milliards de yuans (159,9 G\$ CA) au 30 juin 2017, soit une baisse de 12,2 % (baisse en dollars canadiens de 13,8 %) par rapport à 953,1 milliards de yuans (185,6 G\$ CA) au 30 juin 2016.

La participation de 13,9 % de la Société dans China AMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de China AMC revenant à la Société est constatée au

poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 est présentée dans le tableau 18.

TABLEAU 18 : PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES (en M\$)			30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
	LIFECO	CHINA AMC	TOTAL	TOTAL
Valeur comptable au début	888,9 \$	– \$	888,9 \$	904,3 \$
Investissement additionnel	–	637,6	637,6	–
Quote-part du bénéfice	74,8	3,0	77,8	77,7
Quote-part de la provision au titre de la restructuration de l'entreprise associée ¹	(5,1)	–	(5,1)	–
Dividendes reçus	(43,8)	–	(43,8)	(41,2)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(4,0)	(6,7)	(10,7)	(54,9)
Valeur comptable à la fin	910,8 \$	633,9 \$	1 544,7 \$	885,9 \$

1. Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 599,3 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 611,0 M\$ au 31 décembre 2016 et à 657,5 M\$ au 30 septembre 2016. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 4,6 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 2,7 M\$ au 31 décembre 2016 et à 4,3 M\$ au 30 septembre 2016, comme l'illustre le tableau 19.

Le fonds de roulement totalisait 626,7 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 557,8 M\$ au 31 décembre 2016 et à 799,6 M\$ au 30 septembre 2016. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») a totalisé 330,8 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à 348,6 M\$ au troisième trimestre de 2016 et à 345,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017. Le BAIIA ajusté

a totalisé 1 000,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à 968,8 M\$ en 2016. Le BAIIA ajusté pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 57,0 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à 58,6 M\$ au troisième trimestre de 2016 et à 57,4 M\$ au deuxième trimestre de 2017. En plus de constituer une importante mesure complémentaire de rendement, le BAIIA est une mesure utilisée couramment par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 20, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 470,0 M\$ au troisième trimestre de 2017, comparativement à une diminution de 0,5 M\$ en 2016. Pour la période de neuf mois, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 11,7 M\$ en 2017, comparativement à une diminution de 325,9 M\$ en 2016.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 282,3 M\$ et 650,5 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, comparativement à 277,7 M\$ et à 677,7 M\$ en 2016. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 60,0 M\$ et à 208,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois en 2017, comparativement à 46,1 M\$ et à 171,5 M\$ en 2016. Les

TABLEAU 19 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	30 SEPT. 2017	31 DÉC. 2016	30 SEPT. 2016
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,6 \$	2,7 \$	4,3 \$
Fonds de clients déposés	406,5	455,5	275,9
Débiteurs et autres montants à recevoir	0,6	0,5	0,4
Prêts	23,2	25,1	26,0
Total de l'actif	434,9 \$	483,8 \$	306,6 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	423,4 \$	471,2 \$	295,1 \$
Autres passifs	0,5	2,6	0,5
Capitaux propres	11,0	10,0	11,0
Total du passif et des capitaux propres	434,9 \$	483,8 \$	306,6 \$

TABLEAU 20 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE		
	2017	2016	VARIATION (%)	2017	2016	VARIATION (%)
Activités d'exploitation						
Avant paiement des commissions	282,3 \$	277,7 \$	1,7 %	650,5 \$	677,7 \$	(4,0) %
Commissions payées	(60,0)	(46,1)	(30,2)	(208,0)	(171,5)	(21,3)
Déduction faite des commissions payées	222,3	231,6	(4,0)	442,5	506,2	(12,6)
Activités de financement	(375,5)	(132,2)	(184,0)	(241,7)	(152,0)	(59,0)
Activités d'investissement	(316,8)	(99,9)	(217,1)	(212,5)	(680,1)	68,8
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(470,0)	(0,5)	n.s.	(11,7)	(325,9)	96,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 069,3	657,6	62,6	611,0	983,0	(37,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	599,3 \$	657,1 \$	(8,8) %	599,3 \$	657,1 \$	(8,8) %

flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 222,3 M\$ et à 442,5 M\$ en 2017, comparativement à 231,6 M\$ et à 506,2 M\$ en 2016.

Les activités de financement au cours du troisième trimestre de 2017 par rapport à 2016 avaient trait à ce qui suit :

- Une diminution nette de 236,5 M\$ en 2017 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 8,3 M\$ en 2016.
- Aucune action ordinaire n'a été achetée en 2017 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, comparativement à l'achat de 127 000 actions ordinaires au coût de 4,6 M\$ en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2017, soit le même montant qu'en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 135,3 M\$ en 2017, comparativement à 135,4 M\$ en 2016.

Les activités de financement au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 par rapport à 2016 avaient trait à ce qui suit :

- Une diminution nette de 430,2 M\$ en 2017 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 416,3 M\$ en 2016.
- L'émission de débentures de 600,0 M\$ au premier trimestre de 2017.
- Aucune action ordinaire n'a été achetée en 2017 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités

de la Société financière IGM, comparativement à l'achat de 4 346 600 actions ordinaires au coût de 155,7 M\$ en 2016.

- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 6,6 M\$ en 2017, soit le même montant qu'en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 405,9 M\$ en 2017, comparativement à 409,2 M\$ en 2016.

Les activités d'investissement au cours du troisième trimestre de 2017 par rapport à 2016 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 33,9 M\$ et le produit de 6,0 M\$ de la vente de titres en 2017, comparativement à 22,2 M\$ et à 20,6 M\$, respectivement, en 2016.
- Une diminution nette des prêts de 159,5 M\$ en 2017, comparativement à une augmentation nette de 78,1 M\$ en 2016, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- Le versement final relatif à l'investissement de 439,3 M\$ dans China AMC en 2017, ce qui porte l'investissement total à 637,6 M\$.
- La trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 7,1 M\$ en 2017, comparativement à 14,6 M\$ en 2016.

Les activités d'investissement au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 par rapport à 2016 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 137,0 M\$ et le produit de 42,7 M\$ de la vente de titres en 2017, comparativement à 146,9 M\$ et à 44,0 M\$, respectivement, en 2016.
- Une diminution nette des prêts de 355,3 M\$ en 2017, comparativement à une augmentation nette de 493,6 M\$ en 2016, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- Le versement final relatif à l'investissement de 439,3 M\$ dans China AMC en 2017, ce qui porte l'investissement total à 637,6 M\$.
- La trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 22,8 M\$ en 2017, comparativement à 49,1 M\$ en 2016.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,8 G\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2016. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 925,0 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 1 325,0 M\$ au 31 décembre 2016. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant

des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Le 26 janvier 2017, la Société financière IGM a émis des débetures à 3,44 % sur dix ans d'un capital de 400 M\$ dont le prix a été établi pour fournir un rendement à l'échéance de 3,448 % et des débetures à 4,56 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$ dont le prix a été établi pour fournir un rendement à l'échéance de 4,560 %. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément au prospectus préalable de base simplifié de la Société financière IGM en date du 29 novembre 2016. La Société financière IGM s'est servie du produit net pour financer une partie importante des acquisitions annoncées relatives à sa participation dans China AMC (se reporter à la note 7 des états financiers annuels) et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 30 septembre 2017, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2016.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la Société n'a acheté aucune action ordinaire dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 20 mars 2017 visant l'achat d'un maximum de 5 % de ses actions ordinaires pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. En 2017, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 6,6 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 1,10625 \$ par action, et de dividendes de 406,0 M\$ sur actions ordinaires, ou 1,6875 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

À la suite de l'émission de débetures additionnelles par la Société, en partie pour financer l'investissement dans China AMC, la notation attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société a été diminuée de « A+ » avec une perspective stable à « A ». La

notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 21 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les titres ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant

TABEAU 21 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 SEPTEMBRE 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Titres				
– Disponibles à la vente	253,5 \$	253,5 \$	158,4 \$	158,4 \$
– Détenus à des fins de transaction	53,9	53,9	66,8	66,8
Prêts				
– Détenus à des fins de transaction	446,1	446,1	339,5	339,5
Instruments financiers dérivés	35,0	35,0	42,8	42,8
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Prêts et créances	7 182,8	7 207,7	7 643,8	7 867,7
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	27,0	27,0	38,2	38,2
Autres passifs financiers	9,1	9,1	9,8	9,8
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	423,4	423,9	471,2	472,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 301,6	7 362,5	7 721,0	7 873,1
Dettes à long terme	1 925,0	2 184,8	1 325,0	1 610,9

des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données observables du marché sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

- Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du

marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017.

GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Son succès continu repose sur sa capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. L'approche de gestion des risques repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie au cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à la politique de GRE de la Société, laquelle est approuvée par le comité de gestion des risques.

GOVERNANCE DU RISQUE

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité de direction. Une surveillance supplémentaire est assurée par la Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), les groupes de conformité au niveau de l'entreprise et de la distribution et le service d'audit interne de la Société.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité de direction est responsable d'assurer la surveillance de la gestion des risques d'entreprise : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) en s'assurant que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques pour vérifier s'il fonctionne efficacement.
- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques, procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques

financiers; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'aux activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité de rémunération, qui supervise les politiques et les pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités reliées et de révision, qui supervise les conflits d'intérêts ainsi que l'administration du code de conduite professionnelle et de déontologie à l'intention des administrateurs, des dirigeants et des employés (code de conduite).

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué du président et chef de la direction, du chef des services financiers ainsi que du chef du contentieux et du chef de la conformité. Le comité est responsable de s'assurer que la direction surveille le processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et une fonction d'audit de la troisième ligne responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation

et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

La Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Elle est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et le comité de surveillance des risques liés aux services d'information. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les groupes de conformité des ventes et de l'entreprise de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires

aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme la Division de GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. La Division de GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au comité de direction du conseil d'administration.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. La Division de GRE organise des ateliers pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre cadre de gestion des risques, et d'encourager son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise

de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

La Société identifie les risques auxquels ses secteurs opérationnels et ses activités pourraient être exposés en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en six catégories.

1) RISQUE FINANCIER

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés financiers et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés financiers;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance, et par le comité des stratégies de placement du conseil d'administration.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de financement pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs

de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2017 et de 2016, la Société a :

- continué d'élargir ses canaux de financement grâce à l'émission de titres TH LNH à de multiples acheteurs;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- déposé un prospectus préalable de base simplifié afin de donner à la Société la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et de participation;
- augmenté de 300 M\$ les marges de crédit engagées de la Société au cours du quatrième trimestre de 2016;
- émis, en janvier 2017, des débentures à 3,44 % sur dix ans d'un capital de 400 M\$ et des débentures à 4,56 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$. La Société financière IGM se servira du produit net pour financer une partie importante de l'acquisition précédemment annoncée d'une participation de 13,9 % dans China AMC et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 22.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 30 septembre 2017, soit le même montant qu'au 31 décembre 2016. Les marges de crédit au 30 septembre 2017 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ (31 décembre 2016 – 650 M\$) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (31 décembre

TABLEAU 22 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 30 SEPTEMBRE 2017 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	7,6 \$	19,4 \$	– \$	27,0 \$
Dépôts et certificats	406,6	7,5	7,4	1,8	423,3
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 137,4	6 046,0	118,2	7 301,6
Dette à long terme	–	150,0	375,0	1 400,0	1 925,0
Contrats de location simple ¹	–	28,7	73,0	37,5	139,2
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	25,2	–	–	25,2
Total des obligations contractuelles	406,6 \$	1 356,4 \$	6 520,8 \$	1 557,5 \$	9 841,3 \$

1. Comprend les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.
2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2017. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2017 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction à modifier la politique de capitalisation.

2016 – 175 M\$). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2016, a été produite en septembre 2017. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite agréé avait un déficit de solvabilité de 82,7 M\$, comparativement à 23,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2013. L'augmentation du déficit de solvabilité résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. La Société a versé des cotisations de 12,3 M\$ en 2017 (2016 – 8,1 M\$). La Société prévoit verser des cotisations d'environ 37,5 M\$ en 2017. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes

aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment les résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 septembre 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 599,3 M\$ (31 décembre 2016 – 611,0 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 55,6 M\$ (31 décembre 2016 – 84,5 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 543,7 M\$ (31 décembre 2016 – 526,5 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 83,1 M\$ (31 décembre 2016 – 44,1 M\$), de bons du Trésor et de billets du gouvernement provincial de 212,2 M\$ (31 décembre 2016 – 197,1 M\$), d'acceptations bancaires et d'autres billets à court terme émis par des banques à charte

canadiennes de 218,7 M\$ (31 décembre 2016 – 246,8 M\$), ainsi que de papier commercial de société à notation élevée de 29,7 M\$ (31 décembre 2016 – 38,5 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 30 septembre 2017, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 7,6 G\$ (31 décembre 2016 – 8,0 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 7,2 G\$ (31 décembre 2016 – 7,6 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 446,1 M\$ (31 décembre 2016 – 339,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 27,0 M\$ (31 décembre 2016 – 29,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers du Groupe Investors, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 4,3 G\$ (31 décembre 2016 – 4,9 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement de principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.

- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,8 G\$ (31 décembre 2016 – 2,7 G\$) se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 58,9 M\$ (31 décembre 2016 – 54,7 M\$) et à 39,7 M\$ (31 décembre 2016 – 45,0 M\$), respectivement, au 30 septembre 2017. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 20,2 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 30 septembre 2017 (31 décembre 2016 – 29,1 %).

Au 30 septembre 2017, une proportion de 67,2 % (31 décembre 2016 – 73,9 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 30 septembre 2017, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,3 M\$, comparativement à 2,6 M\$ au 31 décembre 2016. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,1 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 0,9 M\$ au 31 décembre 2016.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la provision collective pour pertes sur créances.

La provision collective pour pertes sur créances de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 30 septembre 2017, soit un montant inchangé par rapport au 31 décembre 2016, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 32,7 M\$ (31 décembre 2016 – 41,4 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 0,9 M\$ au 30 septembre 2017 (31 décembre 2016 – 3,0 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 30 septembre 2017. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2016.

Se référer aux notes 2, 6 et 21 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des

prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 30 septembre 2017, ce swap avait une juste valeur négative de 0,1 M\$ (31 décembre 2016 – juste valeur négative de 23,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 1,4 G\$ (31 décembre 2016 – 1,0 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 30 septembre 2017, la juste valeur de ces swaps totalisait 1,6 M\$ (31 décembre 2016 – 30,0 M\$) sur un montant notionnel en cours de 2,1 G\$ (31 décembre 2016 – 2,1 G\$). Au 30 septembre 2017, la juste valeur nette de 1,5 M\$ (31 décembre 2016 – 6,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 3,5 G\$ (31 décembre 2016 – 3,1 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La juste valeur de ces swaps était de 1,2 M\$ (31 décembre 2016 – 0,4 M\$) sur un montant notionnel en cours de 196,0 M\$ au 30 septembre 2017 (31 décembre 2016 – 123,0 M\$).

Au 30 septembre 2017, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 1,6 M\$ (31 décembre 2016 – une augmentation de 0,2 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses titres de capitaux propres classés comme disponibles à la vente ou à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur des titres de capitaux propres s'élevait à 307,4 M\$ au 30 septembre 2017 (31 décembre 2016 – 225,2 M\$), comme l'illustre le tableau 16.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de

couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de son investissement dans Personal Capital et China AMC.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 150,0 G\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 142,7 G\$ au 31 décembre 2016.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de gestion, les honoraires d'administration et les autres honoraires qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré de façon continue. Les risques de marché, comme des fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la

sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux. À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme la couverture ayant trait à ces expositions.

2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, de la Division de GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut le risque d'entreprise.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler. Notre Société est exposée à un large éventail de

TABLEAU 23 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE

AU 30 SEPTEMBRE 2017	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	0,9 %	1,3 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	6,8	6,7
Autres titres à revenu fixe	23,2	22,9
Actions canadiennes	28,7	28,5
Actions étrangères	37,2	37,2
Biens immeubles	3,2	3,4
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	62,5 %	62,3 %
Dollars américains	23,9	23,7
Autres	13,6	14,0
	100,0 %	100,0 %

risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne. Ces risques peuvent entraîner des pertes financières importantes, des dommages à la réputation et des mesures réglementaires.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société s'est dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de soutenir l'autonomie, la gestion et la reprise des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES

Le cyber-risque et le risque lié aux technologies liés aux systèmes sont gérés au moyen de contrôles à l'égard du développement des technologies et de la gestion du changement. La sécurité de l'information constitue un risque important pour les activités de la Société comme pour l'ensemble de notre secteur. La Société a recours à des systèmes et des technologies afin de soutenir ses activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, la Société a mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, a comparé ses propres mesures aux normes d'excellence du secteur, a établi des méthodes d'évaluation fiables des menaces et des faiblesses et s'est dotée des moyens d'intervention appropriés.

RISQUE LIÉ AUX MODÈLES

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles

efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne la conformité en matière de distribution et de gestion de placements, la comptabilité et les contrôles internes, ainsi que la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autoréglementation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en Bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et sont sans cesse modifiées. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par la vice-présidente principale, Affaires réglementaires et clientèle. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite comporte de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés; il contient en outre un éventail de sujets pertinents, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Au sein de la Société, plusieurs services sont responsables d'assurer une surveillance de la gestion des placements et des activités de conformité relatives à la distribution. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance et mène des enquêtes sur des questions liées à la conformité avec la réglementation.

ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

3) RISQUE LIÉ À LA GOUVERNANCE, À LA SURVEILLANCE ET À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique est le risque d'incidence défavorable possible découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une planification stratégique inadéquate ou inappropriée.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour ses actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses sept comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc., la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning

Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction.

La Société a mis en place un processus de planification des affaires qui prévoit l'élaboration d'un plan d'affaires annuel approuvé par le conseil d'administration et comprenant des objectifs et des cibles pour la Société. Des composantes de la rémunération des principaux dirigeants sont tributaires de l'atteinte de certaines cibles en matière de résultats et de certains objectifs prévus par ce plan. Les plans et l'orientation stratégiques font partie de ce processus de planification, et ils sont couverts par le programme de gestion des risques de la Société.

RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est aussi exposée à des risques relatifs à ses acquisitions. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

4) FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Le risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

La Société est exposée au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

NORME DU MEILLEUR INTÉRÊT DU CLIENT, RÉFORMES CIBLÉES ET COMMISSIONS INTÉGRÉES DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

En mai 2017, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») ont publié l'Avis 33-319 du personnel (l'« Avis du personnel »), Le point sur le Document de consultation 33-404 des ACVM : Propositions de rehaussement des obligations des conseillers, des courtiers et des représentants envers leurs clients (le « document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client »), qui offrait une mise à jour sur la proposition des ACVM à l'égard d'un ensemble de réformes ciblées ayant trait à la relation client-personne inscrite et à une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client. Elles ont aussi participé à une série de tables rondes organisées par certains membres des ACVM afin d'analyser en profondeur les propositions présentées dans ce document.

L'Avis du personnel précise que seules la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick poursuivront l'élaboration d'une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client. L'Avis du personnel indique aussi qu'au cours de l'exercice 2017-2018, les ACVM donneront priorité aux travaux touchant un grand nombre des réformes ciblées, lesquels déboucheront sur des projets de règlements qui seront publiés aux fins de commentaires, donnant ainsi aux filiales de la Société une autre occasion de faire entendre leur voix.

En janvier 2017, les ACVM ont publié l'Avis 81-408 du personnel des ACVM, Consultation sur l'option d'abandonner les commissions intégrées (le « document de consultation sur les honoraires »), qui sollicitait des commentaires sur l'option d'abandonner les commissions intégrées et sur les répercussions potentielles d'un tel changement sur les participants au marché et les investisseurs canadiens. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur les honoraires. Les filiales de la Société ont aussi participé à l'automne aux tables rondes, organisées par certains membres des ACVM afin de faciliter la cueillette de commentaires auprès d'intervenants concernant le document de consultation sur les honoraires.

La Société poursuivra activement ses échanges et son engagement auprès des autorités de réglementation à l'égard de ces différentes questions.

RÉGIME COOPÉRATIF EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

Depuis 2013, le gouvernement du Canada et les provinces participantes travaillent à mettre en place une autorité de réglementation en valeurs mobilières commune pour les marchés des capitaux du Canada. Il convient de noter que le Québec,

l'Alberta et le Manitoba se sont opposés à cette initiative. Par suite d'un renvoi du gouvernement du Québec en mai 2017, la Cour d'appel du Québec a statué en faveur du gouvernement du Québec et a conclu que le cadre de gouvernance de la réglementation pancanadienne des valeurs mobilières sous l'Autorité de réglementation des marchés des capitaux (l'« ARMC ») proposée était inconstitutionnel.

La décision a été portée en appel devant la Cour suprême du Canada. La Société continue de surveiller cette initiative et toute incidence qu'elle pourrait avoir sur ses activités et celles de ses filiales, en particulier dans le domaine de la réglementation des fonds communs de placement.

5) RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE

Le risque lié à la conjoncture commerciale générale représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, des facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris l'instabilité politique et gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau des marchés financiers et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

La Société, comme l'ensemble de ses filiales actives, met l'accent sur la communication avec les clients en soulignant l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 24 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Un faible rendement, une mauvaise qualité ou une diversité insuffisante des produits et services pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence

TABLEAU 24 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	30 SEPT. 2017	30 SEPT. 2016
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,5 %	8,9 %
Mackenzie	15,0 %	15,4 %
Counsel	16,6 %	15,5 %

à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

La Société fournit à ses conseillers attitrés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

La Société s'efforce d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. La Société a pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui lui donnent un avantage concurrentiel en diversifiant l'actif géré et les gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

RELATIONS D'AFFAIRES/RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Le risque lié aux relations d'affaires et aux relations avec les clients représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux autres relations importantes. Ces relations concernent principalement les clients et les conseillers du Groupe Investors, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires

stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus

détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

Le risque lié au personnel correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers clés, de former le personnel de façon à lui faire atteindre un niveau de compétence approprié, ou de gérer la relève et la transition des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de motiver un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

6) RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

Le risque lié à l'environnement correspond au risque de pertes découlant d'enjeux environnementaux touchant nos activités.

Le risque lié à l'environnement englobe plusieurs enjeux, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité et à la santé des écosystèmes, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'eau et des autres ressources. Les principaux risques liés à l'environnement auxquels la Société financière IGM est exposée incluent :

- les risques directs inhérents à la propriété et à l'exploitation de notre entreprise, notamment la gestion et l'exploitation des actifs détenus par la Société, ou gérés par celle-ci, et des activités de la Société;
- les risques indirects liés aux produits et services que nous offrons ainsi qu'à nos pratiques d'approvisionnement;
- la détection et la gestion des nouveaux enjeux réglementaires liés à l'environnement;

- l'incapacité de saisir les tendances environnementales et d'en tirer profit efficacement en vue de répondre à la demande de produits et services des clients.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur la responsabilité d'entreprise approuvé par le conseil d'administration ainsi que la politique environnementale de la Société, aux termes de laquelle nous nous engageons à gérer notre empreinte écologique de façon responsable.

Une incapacité de notre part à gérer efficacement les risques liés à l'environnement pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou sur notre réputation.

La Société financière IGM gère les risques liés à l'environnement pour l'ensemble de la Société, tandis que les unités d'exploitation sont responsables de la détection, de l'évaluation, du contrôle et de la surveillance des risques liés à l'environnement propres à leurs activités. Le comité de responsabilité d'entreprise de la haute direction de la Société financière IGM supervise les mesures prises par celle-ci à l'égard de la responsabilité environnementale et de la gestion du risque lié à l'environnement.

Le Groupe Investors et Mackenzie sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus d'investissement. En outre, le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques de placement fournissant des renseignements sur la manière dont ces enjeux ESG sont traités dans chaque société.

La Société financière IGM traite de sa gestion et de son bilan environnementaux dans son rapport sur la responsabilité d'entreprise, en plus de participer au sondage Carbon Disclosure Project (« CDP »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés.

PERSPECTIVES

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 4,1 billions de dollars au 31 décembre 2016. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 66 % (2,7 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,4 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 60 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 41 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,7 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2016, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 78 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement chiffré à 144 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et de services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont

atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 43 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 septembre 2017.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 69 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 70 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 septembre 2017. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec

d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.

- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

UNE VASTE GAMME DE PRODUITS

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

DES RELATIONS DURABLES

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

LES AVANTAGES DÉCOULANT DE SON APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA FINANCIÈRE POWER

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

ESTIMATIONS ET MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2016.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables de la Société depuis le 31 décembre 2016.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IASB a publié IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes sur créances attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La transition à IFRS 9 est gérée par un comité composé de membres de la haute direction. La communication d'information périodique sur la progression par rapport au plan est fournie à ce comité et aux autres parties prenantes touchées au sein de la Société. À ce jour, les efforts de la Société ont été axés sur la mise à jour des méthodes comptables afin de traiter les aspects clés de la norme, notamment le classement et l'évaluation des instruments financiers, l'examen de son incidence sur ses modèles de dépréciation et l'évaluation de l'utilisation de la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9.

IFRS 9 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et doit être appliquée de façon rétrospective; toutefois le retraitement des périodes correspondantes n'est pas obligatoire. La Société comptabilisera tout écart lié à l'évaluation

entre la valeur comptable précédente et la nouvelle valeur comptable le 1^{er} janvier 2018 au moyen d'un ajustement des bénéfices non distribués d'ouverture.

L'application combinée des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et des tests relatifs aux modèles économiques au 1^{er} janvier 2018 donnera lieu à certains changements en ce qui a trait au classement actuel des actifs en vertu d'IAS 39.

- Certains prêts qui sont actuellement classés comme détenus à des fins de transaction devraient être reclassés au coût amorti.
- Certains titres actuellement classés comme disponibles à la vente seront reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a continué de progresser en ce qui concerne la finalisation de son évaluation d'IFRS 9 et les changements susmentionnés apportés au classement donneront lieu à des différences temporelles en ce qui a trait à la comptabilisation de certains produits et de certaines charges; toutefois, pour l'instant, il n'est pas possible de quantifier avec précision l'incidence financière potentielle qu'aurait sur la Société l'adoption d'IFRS 9.

L'application du modèle fondé sur les pertes sur créances attendues n'aura pas une incidence importante sur la provision pour pertes sur créances de la Société.

La Société mettra à jour ses manuels de méthodes comptables et ses documents relatifs au contrôle interne, et mettra en œuvre des changements aux processus et aux systèmes de présentation de l'information financière et relative aux activités afin d'appuyer la mise en œuvre de la norme d'ici à sa date d'entrée en vigueur, soit le 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

L'IASB a publié IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les marchandises ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue. Cette norme entrera en vigueur pour les périodes de présentation de l'information ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. Les entités ont le choix entre une application rétrospective complète et une application prospective comportant des informations supplémentaires. L'évaluation de la norme se poursuit; toutefois, l'incidence qu'elle aura sur la comptabilisation des produits de la Société qui est en cours ne devrait pas être importante.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et un passif correspondant lié au contrat de location ayant trait à son obligation d'effectuer

des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif lié au droit d'utilisation et d'intérêt sur le passif lié au contrat de location. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

AUTRES

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du troisième trimestre de 2017, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En 2014 et en 2015, après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power. La Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 2,0 G\$, et à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées, la Société a émis des débentures à vue garanties à 4,50 % totalisant 2,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power. La Société possédait le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette; elle a exercé ce droit au cours du deuxième trimestre de 2017, ce qui a mis fin à cette entente.

Les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, ont fait l'objet d'une compensation dans les états financiers consolidés de la Société. Des économies d'impôt, s'élevant à environ 24 M\$ par année, tenaient à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts. La Société a conclu d'autres ententes avec le groupe Power Corporation au cours du quatrième trimestre, ce qui devrait permettre de dégager un profit annuel d'environ 14 M\$.

Aucun autre changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles présentées au 31 décembre 2016. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers annuels de la Société.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 septembre 2017, il y avait un total de 240 593 549 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 30 septembre 2017, il y avait un total de 9 070 317 options sur actions en cours; de ce nombre, 4 125 261 pouvaient être exercées. Au 31 octobre 2017, il y avait un total de 240 597 865 actions ordinaires en circulation et un total de 9 054 450 options sur actions en cours, dont 4 120 294 pouvaient être exercées.

Au 30 septembre 2017, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 31 octobre 2017.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.